*Entre le légal et l’illégal*, sous la direction Mohamed Nachi

Novembre 2022

Auteur

Manuel Cervera-Marzal, chercheur qualifié FNRS à l’Université de Liège (PragmApolis)

Titre

Soudés dans l’illégalité ? Saisir une organisation militante dans ses dimensions spatio-temporelles.

Résumé

Sur la base d’une enquête de terrain de dix-huit mois au sein d’une organisation adepte des actions de désobéissance civile, ce texte invite à nuancer la thèse selon laquelle des pratiques illégales favoriseraient la cohésion interne du groupe militant. Par ailleurs, l’objectif central de cette étude de cas est de rappeler que la dimension collective d’une mobilisation illégale n’est pas un *état* stable et définitif mais un processus *en devenir*,toujours exposé à être (dé)fait par le travail des acteurs et par la configuration dans laquelle ils évoluent. Nous commencerons par montrer que, durant les six premiers mois de l’enquête, le groupe étudié constitue une juxtaposition d’individus à faible sociabilité. Nous analyserons ensuite les facteurs spatiaux et temporels qui, durant les douze mois suivants, ont progressivement transformé ce groupe fragmenté en collectif unifié.

Plan

1. Un groupe fragmenté à faible sociabilité
2. Le passage du groupe au collectif
3. En guise de conclusion : le potentiel subversif du collectif

Soudés dans l’illégalité ?

Saisir une organisation militante dans ses dimensions spatio-temporelles.

 Quelles que soient les différences qui séparent les multiples tentatives de définir l’objet « mouvement social », toutes mettent l’accent sur un trait commun : la dimension collective de l’engagement. Militer au sein d’un mouvement, c’est agir ensemble[[1]](#footnote-1), se concerter[[2]](#footnote-2), se réunir[[3]](#footnote-3), s’associer[[4]](#footnote-4), etc. Concurrences, rivalités et conflits peuvent se manifester mais sont, d’une manière ou d’une autre, subsumés par l’action concertée en faveur d’une cause. Les travaux qui tentent de mesurer les succès et échecs des mouvements sociaux[[5]](#footnote-5) confirment la nature collective de cet objet : lorsque les tensions internes brisent une alliance ou font éclater une coalition, le mouvement disparaît. Il donne parfois naissance à des alliances politiques inédites[[6]](#footnote-6) ou à des structures de mise en veille[[7]](#footnote-7) mais la dissolution du collectif équivaut à la disparition du mouvement social en tant que tel.

 Si tout mouvement social suppose un minimum d’unité, le degré de cohésion n’est pas équivalent d’un mouvement à l’autre, ni entre deux moments d’un même mouvement. Dans son travail séminal, Mancur Olson souligne que les entités de petite taille sont les plus à même de surmonter l’obstacle du *free rider*. Le passager clandestin étant facilement repérable dans un petit groupe, la pression sociale l’incite à prendre part à la mobilisation[[8]](#footnote-8). Plus récemment, des enquêtes menées au sein du mouvement altermondialiste font apparaître la présence de nombreux groupes affinitaires. Issus des mouvances anarchiste[[9]](#footnote-9), post-opéraïste[[10]](#footnote-10), écologiste[[11]](#footnote-11) ou non-violente[[12]](#footnote-12), ces organisations s’auto-désignent généralement comme des « collectifs » réunissant des individus soudés par des liens amicaux et personnels. Le caractère festif et illégal des actions mises en œuvre par ces collectifs a pour réputation de rapprocher ces militants. Le plaisir partagé à jouer avec les frontières de la loi – en taguant un panneau publicitaire, en narguant les forces de l’ordre ou en bloquant un convoi de transport de combustible nucléaire – serait propice à la montée d’adrénaline et à une solidarité accrue entre les membres du groupe.

 Sur la base d’une immersion de longue durée au sein d’un « collectif » altermondialiste adepte des actions de désobéissance civile, ce chapitre exhibe un cas négatif qui oblige à nuancer la thèse du particularisme des petites organisations militantes, thèse selon laquelle la cohésion interne de ces petites organisations serait supérieure à celles des grandes structures partisanes, syndicales et associatives. Le deuxième objectif de cette étude de cas est de rappeler que la dimension collective d’un mouvement social n’est pas un *état* stable et définitif mais un processus *en devenir*,toujours exposé à être (dé)fait par le travail des acteurs et par la configuration spatio-temporelle dans laquelle évoluent les acteurs. Si les différentes définitions mentionnées ci-dessous soulignent à raison le caractère collectif des mouvements sociaux, les recherches empiriques oublient encore trop souvent que le collectif observé constitue un processus *en train de se faire* et non un fait établi une fois pour toutes.

 L’article que Bourdieu a consacré aux efforts effectués par le porte-parole afin de faire accéder à l’existence collective le groupe sériel qu’il prétend représenter[[13]](#footnote-13), ainsi que la recherche de Luc Boltanski sur les façons de se grandir dans les lettres de dénonciation adressées au *Monde[[14]](#footnote-14)*, témoignent tous deux que le sociologue doit traiter la dimension collective des actes et des acteurs sociaux comme un enjeu davantage que comme un donné[[15]](#footnote-15). La dimension collective d’un mouvement social est donc à appréhender en termes de *devenir*. Pour démontrer les effets heuristiques d’une telle conception processuelle du collectif, ce texte restitue une étude de cas au sein du « collectif » des Refuseurs[[16]](#footnote-16).

**Terrain et méthode d’enquête**

Créée au milieu des années 2000, cette organisation regroupe une cinquantaine d’activistes réguliers, dont un « noyau dur » d’environ vingt membres qui militent plus de dix heures par semaine, et sept salariés à mi-temps. Les Refuseurs organisent chaque année une quarantaine d’actions de désobéissance civile, cette dernière étant définie comme une action collective, publique, extralégale et non-violente. Fort enclin à médiatiser ses actions, cette organisation est l’objet de fréquents reportages dans les grands médias audiovisuels et dans la presse nationale. La solidarité avec la Palestine, la critique des entreprises de l’armement, le rejet du nucléaire et la dénonciation des OGM sont les principales causes sur lesquelles s’engagent les Refuseurs.

Les membres du noyau dur sont pour la plupart étudiants ou jeunes diplômés âgés de 20 à 32 ans. Les étudiants exercent tous un travail (généralement à mi-temps) en parallèle de leur scolarité. Les jeunes actifs sont en situation économique précaire (chômage, intérim, CDD, stages) et ne possèdent comme capital économique qu’un petit compte en banque. En revanche, ils disposent presque tous d’un haut capital culturel objectivé par un diplôme universitaire (acquis ou en cours d’acquisition) en sciences sociales – seuls font exception un ingénieur et un chômeur ayant arrêté sa scolarité après le baccalauréat. Un tiers ont intégré, ou tenté d’intégrer, un Institut d’Etudes Politiques.

L’observation participante de dix-huit mois (octobre 2012 – mars 2014) a été complétée par une série d’entretiens individuels semi-directifs avec dix membres du noyau dur. D’une durée moyenne de deux heures, ils ont été réalisés durant les quatre derniers mois de l’enquête et, pour la plupart, au domicile des enquêtés. Ils furent l’occasion de discuter de manière plus ciblée de leurs pratiques et de leurs idées.

 Les cinq animateurs du séminaire « Observer les mobilisations » mené pendant deux ans au Centre de Recherche Politique de la Sorbonne soulignent l’importance de penser l’espace matériel des mobilisations[[17]](#footnote-17). Ils rappellent, avec Howard Becker, que toute action a lieu quelque part[[18]](#footnote-18) et que, comme y a insisté Choukri Hmed, l’espace constitue à la fois une ressource, une contrainte et un enjeu des mobilisations[[19]](#footnote-19). Les cinq auteurs de l’article invitent également à mettre en œuvre des « protocoles d’enquête susceptibles de lier les diverses échelles de temporalité de l’action collective »[[20]](#footnote-20). L’attention portée aux changements de rythme permet à Etienne Pingaud d’analyser les accélérations et les ralentissements qui jalonnent la mobilisation d’un quartier parisien contre une intervention israélienne à Gaza en décembre 2008[[21]](#footnote-21).

Ainsi, placer les spatialités et les temporalités au cœur des ethnographies militantes constitue apporte un second souffle à une sociologie des mouvements sociaux en quête de renouvèlement. C’est en suivant cette préconisation méthodologique que la présente étude de cas entend établir l’intérêt d’une conception processuelle de la dimension collective des mouvements sociaux. Le texte restitue les principales observations de l’enquête en respectant l’ordre chronologique. Après avoir décrit la situation initiale dans laquelle les Refuseurs constituent une juxtaposition d’individus à faible sociabilité (1.), nous analyserons les facteurs spatiaux et temporels ayant entrainé la transformation du groupe fragmenté en collectif unifié (2.).

**1. Un groupe fragmenté à faible sociabilité**

 Pour les trois quarts des membres, l’engagement au sein des Refuseurs constitue la première adhésion à une organisation militante. Tous ont déjà participé à des manifestations et signé des pétitions. Mais au cours des entretiens, ils précisent que ces modes d’action leur paraissent « insuffisants », ce qui justifie de se tourner vers la désobéissance civile, jugée plus « efficace ». Leur statut d’étudiant, leur relative précarité économique, la disponibilité biographique liée à leur âge et leur absence d’enfants[[22]](#footnote-22), la politisation parentale (principalement des agents de la fonction publique votant à gauche) et leurs propres convictions politiques (plus à gauche que celles de leurs parents) les prédisposent à un engagement contestataire. L’adhésion aux Refuseurs est précédée, pour la quasi-totalité des membres, par la participation à un stage de formation à la désobéissance civile. Ce type de stage, organisé durant un week-end, combine des exercices pratiques de désobéissance (mises en situation, jeu de rôles) et des moments de formation théorique à l’histoire de la non-violence. Les stagiaires les plus enthousiasmés reviennent ensuite auprès des Refuseurs pour prendre part à une action de désobéissance civile. A cette occasion, les militants proposent aux novices de s’investir davantage, en participant à la préparation de la prochaine action. Ceux qui acceptent acquièrent ainsi le statut de « membre ». Ce statut est officieux puisqu’il n’est sanctionné par aucun signe tangible officiel (adhésion, carte, etc.).

 Sur leur site internet et au cours des entretiens semi-directifs, les membres des Refuseurs qualifient systématiquement leur organisation de « collectif ». Cette appellation permet de se distinguer des partis politiques et des syndicats, critiqués en raison de leur fonctionnement « pyramidal » et « bureaucratique ». Cependant, les observations ethnographiques relatives au fonctionnement interne des Refuseurs révèlent que cette organisation constitue une juxtaposition d’individus qui se rencontrent rarement et, pour la plupart, ne se connaissent que visuellement. Camille, étudiante de 21 ans dans un Institut d’Etudes Politiques, a travaillé pendant quelques mois, plus de 30 heures par semaine, pour les Refuseurs. Après son départ, elle décrit, en entretien, le fonctionnement du groupe :

« J’ai essayé de faire se rencontrer des gens qui travaillaient chez les Refuseurs mais qui ne s'étaient jamais vus. C’est un gros truc que je me suis dit quand je suis arrivée : c'est qu'en fait le système est très éclaté. Les gens ne se connaissaient pas. J’ai été hyper surprise. A la soirée d’inauguration du nouveau local [en mai 2013, après plusieurs années sans local, les Refuseurs en obtiennent un et l’inaugurent], même des gens que Thierry m’avait décrit comme étant des piliers, comme des gros piliers des Refuseurs, ben ils ne s'étaient jamais rencontrés alors qu’ils bossaient quand même depuis 2 ou 3 ans ensemble. Donc ça j’ai trouvé que c'était assez surprenant. Avec donc des responsabilités qui étaient... enfin… avec Thierry qui concentrait énormément de responsabilités. Et Thierry c'était l'interlocuteur à chaque fois. C'était un peu des relations en triangle, mais pas tant en triangle justement ! En *accent circonflexe* je dirais : donc avec un intermédiaire, en passant toujours par Thierry, des relations indirectes entre les gens, intermédiées par Thierry justement ».

Thierry, fondateur et porte-parole de l’organisation, est diplômé de l’Institut d’Etudes Politiques de Paris. Âgé de quarante ans, il a dix à vingt années de plus que la majeure partie des autres membres. Il milite de façon intensive et ininterrompue depuis le milieu des années 1990, il a adhéré à plus d’une dizaine d’organisations et a collaboré avec de nombreux partis, syndicats et associations progressistes et écologistes. Ses capitaux social, militant, médiatique et économique sont supérieurs à ceux des jeunes camarades qu’il a recrutés. Grâce aux recettes issues des stages de formation et des produits commercialisés par les Refuseurs sur leur site internet, Thierry emploie sept militants, « indemnisés » entre 200 et 1500 euros par mois.

Une autre militante, impliquée plus de dix heures par semaine depuis un an et demi, affirme en entretien : « Et des fois dans les discours au sein des Refuseurs… enfin quand on dit "les Refuseurs", moi je connais que cinq personnes, après c’est des gens que je rencontre une fois ou deux sur des actions, mais que je ne revois pas » (Maria, 26 ans, bibliothécaire). Lors d’une conversation informelle entre trois militants du noyau dur, à laquelle j’assiste sans intervenir, l’un d’eux constate (extrait de mon journal de terrain) : « Tu vois, souvent on dit qu’on est un "réseau", que chez les Refuseurs on est tous sur le même plan et tous en lien les uns avec les autres. Mais en fait l’image n’est pas bonne. On ressemble plus à une "constellation" : on est coupé les uns des autres mais au milieu tu as une étoile, à laquelle on est tous reliés, parce que c’est lui qui nous a recruté aux Refuseurs, qui nous a fait venir. Et chacun le voit assez souvent [le locuteur se réfère à Thierry]. Mais entre nous j’me disais qu’on ne se connaît quasiment pas. Moi à part vous trois je croise plein de gens mais je ne sais même pas comment ils s’appellent, pourquoi ils sont là, est-ce qu’ils sont vraiment aux Refuseurs… » (Christian, 22 ans, étudiant en arts, membre depuis vingt mois).

 Les métaphores de l’*accent circonflexe* et de la *constellation* sont utilisées à quatre mois d’intervalle par deux militants qui ne se sont jamais rencontrés. Ils font pourtant un constat identique : le groupe est fortement fragmenté. Ces déclarations sont corroborées par mes observations ethnographiques : les militants ne se connaissent pas mais connaissent tous un même individu. Une anecdote témoigne de la position singulière du leader. En février 2013, un stage de formation à la désobéissance civile débute, comme d’ordinaire, par un tour de présentation. Thierry invite chacun des seize stagiaires à communiquer son âge, son emploi, ses activités militantes et les raisons de sa présence. Lorsque vient le tour de Thierry, il annonce laconiquement : « Bon ben moi c’est Thierry. Je ne me présente pas, tout le monde me connaît ».

 La faible sociabilité intra-organisationnelle est d’autant plus étonnante qu’en moyenne une fois par semaine les militants mènent ensemble une action, dont le caractère illégal fait grimper la tension et le stress. Depuis Emile Durkheim, les sociologues ont souvent vu dans ces ingrédients des conditions optimales pour souderun groupe[[23]](#footnote-23). La montée d’adrénaline et les moments forts de l’affrontement avec l’adversaire ont la réputation de rapprocher les individus, de relativiser les différends personnels face à la gravité de la cause pour laquelle ils s’engagent.

La thèse classique d’après laquelle la cohésion naît de l’action n’est pas confirmée par mes observations. Chez les Refuseurs, le seul moment de rencontre entre militants correspond aux trois heures hebdomadaires durant lesquelles ils mènent une action illégale. Les militants assistent au briefing, mènent leur action, font le débriefing, puis se quittent rapidement. Durant l’action, chacun est dans son rôle et s’applique à le remplir correctement. Entre deux actions, les militants ne font pas de réunion, pas de projection de film, pas de soirée entre amis, pas de repas collectif. Presqu’aucuns n’échangent leurs numéros de téléphone ou leurs adresses électroniques. Pendant longtemps, il n’a d’ailleurs pas existé de liste mail commune aux membres de l’organisation, comme c’est pourtant le cas dans la majorité des structures militantes. Pendant quatre années (dont les quatorze premiers mois de mon enquête), ils n’avaient pas non plus de local où se réunir.

Dans de telles conditions, on peut s’étonner que les militants le demeurent. Comment se maintient l’engagement des membres des Refuseurs ? La question mérite d’être posée car, comme l’ont montré les nombreux travaux consacrés aux sociabilités militantes, le fait de partager un objectif politique ne suffit pas à maintenir la participation d’un individu à l’action collective. Encore faut-il que chacun trouve dans son engagement, sinon des rétributions matérielles, du moins un sentiment de camaraderie ou de compagnonnage. Le travail consacré par Julian Mischi à la (forte) solidarité populaire au sein des sections rurales du PCF[[24]](#footnote-24) et l’enquête de Bruno Duriez et Frédéric Sawicki sur les (faibles) liens interpersonnels entre les recrues de la CFDT du Nord-Pas-de-Calais[[25]](#footnote-25) délivrent, à travers deux cas symétriquement opposés, un même enseignement : la sociabilité militante joue un rôle important, sinon décisif, dans le maintien de l’engagement. Ce dernier est d’autant plus durable qu’il offre une affiliation sociale à ceux qui s’y consacrent, un milieu propice aux rencontres, voire à des liens amicaux ou amoureux. Par-delà la diversité de leurs formes (amicales, ludiques, distractives, professionnelles, familiales), les liens sociaux et affectifs sont un carburateur essentiel du maintien de l’engagement. Au cours de la première phase de mon enquête, la faiblesse de ces liens est frappante au sein des Refuseurs. Or cette faiblesse est corrélée à une fréquence élevée des défections. Les membres actifs quittent l’organisation en moyenne dix mois après leur arrivée. Ils s’en vont en général subitement, sans avertissement préalable et avec discrétion.

Thierry espère endiguer les défections en salariant les membres du noyau dur. Il tente ainsi de tirer les conséquences pratiques de l’enseignement de Daniel Gaxie à propos des rétributions du militantisme[[26]](#footnote-26). Thierry, auteur de plusieurs recherches en sociologie du militantisme, connaît l’article de Gaxie et l’évoque lors de notre entretien semi-directif. Il sait que la dévotion à une cause et la promotion désintéressée d’un idéal politique ne suffisent généralement pas à maintenir l’engagement militant. Ce dernier est d’autant plus susceptible de s’inscrire dans la durée qu’il fournit à ceux qui s’y investissent des rétributions *individuelles* matérielles (argent, salaire, emploi, acquisition d’un savoir-faire militant reconvertible dans d’autres domaines) mais aussi symboliques (prestige attaché à l’exercice de responsabilités hiérarchiques, ascension sociale, lieu de sociabilité). « La probabilité de participer de manière prolongée à une action collective est d’autant plus forte que les biens retirés de l’engagement partisan ne sont pas seulement collectifs », écrit Michel Offerlé[[27]](#footnote-27). C’est pourquoi, en salariant certains membres du noyau dur qui travaillaient jusqu’alors gratuitement, Thierry espère endiguer leurs départs[[28]](#footnote-28). A partir de janvier 2013, cinq militants et deux militantes sont ainsi « indemnisés » pour le temps qu’ils consacrent aux Refuseurs. Mais, contrairement aux attentes de Thierry, l’introduction du salariat ne parvient pas à réduire la fréquence des départs. A cette date, le groupe fonctionne toujours de manière fragmentée, voire atomisée.

Anthony Oberschall a utilement introduit la notion de « segmentation » dans l’outillage théorique de la sociologie des mobilisations collectives, en mettant la structuration interne de la mobilisation au cœur de l’analyse[[29]](#footnote-29). Cinq années plus tard, Charles Tilly formalisa le concept de « catnet », croisement entre la *netness* (réseau de sociabilité) et la *catness* (catégorie objective d’individus)[[30]](#footnote-30). Une décennie plus tard, dans son étude de la Commune de Paris de 1871, Roger Gould mit en évidence l’influence des réseaux de voisinage préconstitués sur la dynamique révolutionnaire[[31]](#footnote-31). Ces travaux mettent à mal les interprétations instrumentales des mouvements sociaux, qui conçoivent l’engagement comme exclusivement orienté vers une revendication ou un objectif (obtenir la reconnaissance des autorités, peser sur l’agenda médiatique, inciter à une nouvelle politique publique). Comme le note Gildas Renou, les recherches consacrées aux sociabilités militantes reposent sur l’hypothèse que « les moments de suspension des finalités explicites de l’activité du mouvement (comme les repas, les pauses, etc.) peuvent se révéler des lieux et des observatoires riches d’enseignement »[[32]](#footnote-32). A cet égard, l’observation directe des lieux de discussion (fréquence, nombre, disposition) et des conversations informelles (thèmes et modalités de la prise de parole) fournit une méthode adéquate.

Les travaux de Oberschall, Tilly et Gould invitent à se montrer attentif aux liens de sociabilité tissés *en amont* des mobilisations. Je souhaite ici déplacer l’accent sur la façon dont ces liens évoluent *au cours* d’une campagne d’action menée par une organisation militante. Pour ce faire, je propose de recourir à la notion de *fragmentation*, qui désigne l’état dans lequel les membres d’un groupe se côtoient brièvement sans pour autant faire connaissance. L’atomisation est le stade le plus avancé de la fragmentation, dans lequel les individus ne se rencontrent jamais. La cinquantaine de militants réguliers (qui participent aux actions sans participer à leur préparation) se situent dans un état proche de l’atomisation. Ils ne connaissent que Thierry. Les quinze à vingt membres les plus investis (qui participent à la préparation des actions et militent donc plus de dix heures par semaine) sont plus proches de l’état de fragmentation, dans la mesure où chacun connaît un à cinq de ses camarades.

 Du point de vue sociologique, les Refuseurs constituent donc un *groupe*, atomisé et fragmenté, plutôt qu’un *collectif*, unifié et intégré. Cette distinction conceptuelle s’inspire des idéaux-types d’Antonio Gramsci[[33]](#footnote-33), Danièle Kergoat[[34]](#footnote-34) et Danny Trom[[35]](#footnote-35). Elle indique que la dimension collective d’une organisation n’est pas donnée mais à construire. Au sein d’un groupe, les relations entre individus sont faibles, voire inexistantes. Ses membres se fréquentent de manière épisodique et superficielle. Les individus *sont* ensemble (durant les actions) sans *vivre* ensemble (ils ne mangent pas ensemble, ne se réunissent pas et communiquent très peu). Ils se côtoient sans échanger. Au sein d’un collectif, en revanche, les individus se connaissent et se fréquentent assidûment. Ils *vivent* ensemble. Leurs relations sont faites d’affinités ou d’antipathies, mais pas d’indifférence. Il y a du collectif parce qu’il y a de la sociabilité, c’est-à-dire une connaissance interpersonnelle doublée d’un sentiment de solidarité, un plaisir à se réunir et discuter. Dans un collectif, les parties sont intégrées au tout. Dans un groupe, au contraire, elles restent isolées. A ce titre, le fonctionnement des Refuseurs est *groupal* plutôt que *collectif*.

 La fragmentation n’est pas complète. Si tel était le cas, le groupe des Refuseurs n’existerait pas. Il n’y aurait pas d’actions, pas de stages de formation, pas de site internet. L’existence de ces biens militants existent prouve qu’il existe un lien entre les militants, qui coopèrent pour les produire. Ce lien passe par une personne, qui cristallise les relations sociales qui se tissent au sein Refuseurs et s’additionnent pour donner sa consistance au groupe. Cette personne est incontournable au sens où c’est par elle que transitent la plupart des informations. Lorsqu’un militant a une information à partager, c’est à Thierry qu’il la communique. Lorsqu’à l’inverse il recherche un renseignement, c’est à Thierry qu’il le demande. Une militante affirme par exemple en entretien : « Le problème c’est sa présence omniprésente un peu partout dans le collectif. Quand y’en a un qui doit prendre la parole c’est Thierry qui va la prendre, parce qu’il a aussi les moyens, la facilité pour la prise de parole, la communication avec untel ou untel. Voilà. Donc forcément. Donc du coup de fil en aiguille plus personne ne se pose la question de "qui va prendre la parole ?", de "qui va lancer le débat ?". C’est Thierry ! Et moi je le fais la première : quand j’ai besoin d’une info j’appelle Thierry » (Diane, 24 ans, doctorante en philosophie, membre depuis 8 mois). Au-delà des informations, c’est aussi par le leader que passe la majorité des relations sociales. Le fonctionnement de l’organisation rend difficile le fait de contourner celui qui l’incarne. C’est pourquoi, en entretien semi-directif, trois militants affirment explicitement : « les Refuseurs, c’est Thierry ».

 La dimension verticale et la dimension fragmentée du groupe sont étroitement imbriquées. Pour que des individus qui s’ignorent produisent des biens militants en commun, il faut un élément rassembleur. Ce lien se cristallise dans la personne du leader, qui concentre les prérogatives : il gère l’argent de la trésorerie, détient le mot de passe du site internet, et contrôle de l’agenda politique de l’organisation. Il est l’intermédiaire obligé et se trouve ainsi dans une position nodale. Sa supériorité sur le reste du groupe est sous-tendue par son caractère incontournable. Le leader est *au-dessus* parce qu’il est *partout*.

 Vu cette configuration, l’hypothèse d’un départ de Thierry engendrerait probablement la dissolution et la disparition des Refuseurs, que les autres militants le veuillent ou non. Sans lui, le groupe ne survivrait pas. Plusieurs militants l’admettent en entretien. D’ailleurs, lorsque Thierry s’absente en raison de congés personnels ou d’un voyage militant, les activités du groupe subissent une baisse de régime.

 La fragmentation contribue ainsi à la domination du leader. Sa domination lui confère des rétributions matérielles (rémunération de ses déplacements, contrôle de la trésorerie) et symboliques (notoriété médiatique, reconnaissance sociale). Cependant, le leader a aussi un intérêt à la résorption de cette fragmentation, car il juge que l’absence d’une « vraie vie de groupe » (comme il le dit en entretien) diminue l’efficacité des actions de désobéissance civile. Afin de susciter cette convivialité, Thierry entame, au cours de l’année 2013, des démarches visant à obtenir un local. Mais parallèlement, alors que plusieurs militants du noyau dur souhaitent mettre en place des réunions régulières – qui jusque-là n’existent pas –, Thierry s’y montre réticent. Lorsque, de son propre chef, une militante contacte par mail les membres du noyau pour fixer la date d’une première réunion, tous donnent leurs disponibilités moins de trois jours après. Au bout d’une semaine, Thierry est seul à n’avoir pas répondu.

Le futur statut des Refuseurs – l’organisation informelle doit-elle devenir une association loi 1901 gérée collégialement *ou* une société coopérative de production de type Scic ? – est dès le départ mis à l’ordre du jour. Au cours d’une discussion, une membre du noyau dur me dit : « Thierry n’a pas répondu au mail parce qu’il a déjà tranché, il veut que les Refuseurs deviennent une Scic. D’accord, mais ce n’est pas lui qui décide, ça doit être discuté collectivement ! » (Maria, 26 ans, bibliothécaire, membre depuis un an et demi). Les autres militants interprètent l’absence de réponse de Thierry comme une tentative d’empêcher la tenue de cette réunion. Face à leur insistance, Thierry finit par communiquer ses disponibilités et par assurer qu’il sera présent.

La réunion a lieu un mercredi soir de décembre 2013. Pourtant, au long de cette journée du mercredi, Thierry tente à plusieurs reprises de convaincre l’initiatrice de la réunion de la faire annuler, au motif qu’il est « plus urgent de faire les colis du magasin militant que de discutailler ». La militante s’oppose à Thierry en lui rappelant que seize militants ont prévu de venir, dont cinq ont fait plusieurs heures de train pour être présents. « Dans ces conditions, ce serait irrespectueux d’annuler au dernier moment », lui écrit-elle par mail. Thierry finit par céder et la réunion a bien lieu.

Le leader a théorisé par écrit ses réticences à l’égard des réunions. Dans une brochure rédigée à l’intention des nouvelles recrues, Thierry stigmatise la « réunionnite aiguë », qu’il définit comme « une maladie qui s’attrape quand on commence à militer : on multiplie les réunions, qui durent des heures, dans lesquelles peu de décisions sont prises, dont on sort épuisé, où certes on a revu les amis et partagé des colères, mais où on s’est surtout ennuyé, et pour certains beaucoup écouté parler ». En pratique, Thierry s’oppose moins à l’excès de réunions qu’au principe même de tenir une réunion. Lorsqu’en entretien je lui fais remarquer que, contrairement à beaucoup d’organisations, les Refuseurs ne se réunissent jamais, il répond : « On a une militante qui, dans le cadre de son investissement auprès des Refuseurs, a proposé de mettre en place une formation, une réflexion politique. Je n’y étais pas favorable. […] Dès lors que l’on devient trop précis, on se divise, et on commence à s’engueuler sur "est-ce qu’il faut le voile, est ce qu’il faut pas le voile ? ", tandis que le rouleau compresseur néolibéral est en train d’avancer, et nous on se fait écraser ».

Aux yeux de Thierry, les discussions politiques génèrent des désaccords dangereux pour la cohésion collective. La priorité réside dans la réussite des actions, d’autant plus grande que le groupe n’est pas divisé par des débats internes. « L’important est d’être d’accord sur l’essentiel, qui est notre volonté d’agir contre les injustices », répète-t-il régulièrement. Il préfère éviter que le groupe débatte des modalités d’action et des causes défendues. Le leader a donc intérêt à entretenir la séparation entre les membres du groupe ; ses prérogatives en dépendent. Qui plus est, la fragmentation entrave la possibilité de critiquer la domination dans la mesure où, les individus étant isolés, ils ignorent qu’ils partagent des griefs similaires. Comme l’écrit Luc Boltanski, « l’autorestriction des protestations est par là maximale dans les situations sociales atomisées où chacun ne peut compter que sur ses propres forces »[[36]](#footnote-36).

**2. Le passage du groupe au collectif.**

 D’octobre 2012 à avril 2013, le fonctionnement des Refuseurs décrit ci-dessus correspond fortement à l’idéal-type d’un *groupe*. Les vingt membres du noyau dur se côtoient sans se connaître. Ils ne se réunissent qu’à l’occasion des actions de désobéissance civile. J’ai observé cette phase de fragmentation durant huit mois ; mais elle dure en réalité davantage, puisqu’elle a débuté avant mon accès au terrain (octobre 2012). Les témoignages recueillis concordent pour dire que cette fragmentation existe depuis qu’en 2011 les Refuseurs ont abandonné le local dont ils disposaient à l’époque et ont subi le départ simultané de plusieurs cadres militants. Entre 2011 et avril 2013, le fonctionnement des Refuseurs est donc stable. A partir de mai 2013, il évolue fortement, et ce de manière ininterrompue jusqu’à la fin de mon enquête en mars 2014. Durant ces onze mois, le groupe fragmenté se transforme progressivement en collectif unifié. Entre septembre 2012 et avril 2013, l’organisation existe surtout *dans* et *par* son leader. Au terme de l’enquête, le collectif existe *indépendamment* du leader, voire même *contre* lui.

 Ce passage du groupe au collectif résulte de la conjonction de plusieurs facteurs. Il procède en effet de l’émergence simultanée – mais non planifiée et non intentionnelle – d’*espaces* et de *moments collectifs*, qui faisaient préalablement défaut. Les moments collectifsdésignent des temps d’intégration au cours desquels les membres du noyau dur apprennent à se connaître. Ces moments d’intégration se caractérisent par trois aspects : la convivialité (autour d’un repas ou durant une soirée), des affects joyeux (relatés *a posteriori* lors des entretiens) et « l’égalité *a priori* des participants, indépendamment de leurs positions ou prestiges sociaux »[[37]](#footnote-37). Quatre évènements similaires ont lieu de manière rapprochée : la soirée festive d’inauguration du nouveau local des Refuseurs le 16 mai 2013, deux jours d’action antinucléaire près de Béziers les 18 et 19 juin 2013, deux jours d’action anti-corrida à Bayonne les 23 et 24 août 2013, puis deux autres jours d’action, à nouveau vers Béziers, les 11 et 12 septembre de la même année.

A chacune de ces échéances, tous les membres du noyau dur sont présents. Lors de l’inauguration du local, ils se voient pour la première fois sans être soumis à l’urgence et au stress qui régissent leurs actions de désobéissance civile. Ils expérimentent ainsi un nouveau type de relations : la soirée est placée sous le signe de la fête et de la convivialité. Chacun se présente à tour de rôle et prend le temps de répondre aux questions d’autrui. Après les présentations, on trinque, on mange, on plaisante et on débat sans interruption jusqu’à 01h du matin. Les membres du noyau dur se découvrent. Ils mettent des noms sur ce qui n’était autrefois que des visages. L’anonymat est levé.

Un mois plus tard, mardi 18 juin 2013, les militants sont à nouveau réunis. Ils se rejoignent dans un village situé à une vingtaine de minutes en voiture de Béziers. Le lendemain, mercredi 19 juin, ils doivent bloquer un convoi routier transportant du combustible nucléaire. Pendant quarante-huit heures, les militants vivent dans une grande maison, à l’entrée d’un hameau dépeuplé. Ils prennent ensemble leur repas, ils discutent, s’amusent et dorment dans la même pièce. Le blocage du convoi ne dure que quatre heures. Comme l’action a été préparée dans ses moindres détails, le reste du temps est libre. Ils jouent, discutent, s’amusent, débattent. Les militants ne peuvent s’ignorer puisqu’ils sont regroupés dans le même lieu. Lorsqu’ils rentrent chez eux, dans la nuit du mercredi au jeudi, les militants ne sont plus étrangers les uns aux autres. Alors qu’avant ce week-end la plupart des membres du noyau dur ne connaissaient pas le prénom de leurs camarades, je n’ai plus observé cette situation par la suite.

La soirée festive de mai avait enclenché un premier registre de sociabilité intra-organisationnelle : la convivialité. Ces journées de juin font émerger un second registre : celui du partage. Au plaisir d’être-ensemble s’ajoute le sentiment de « faire corps », d’appartenir à une communauté de destin. Suite à ces deux jours à Béziers, les militants éprouvent un sentiment d’égalité qui leur était auparavant étranger. De sorte que l’idéal-type d’une *sociabilité responsable* vient compléter celui d’une *sociabilité heureuse*. Le partage – passer du temps ensemble, offrir son aide, transmettre des informations, proposer à son voisin un morceau de son sandwich, etc. – et la réciprocité sont devenues la norme. Ainsi, pour reprendre les termes de Georg Simmel, « le groupe fait l’expérience de plus de société qu’auparavant »[[38]](#footnote-38).

 Un deuxième type de temps d’intégration renforce la cohésion du noyau dur. A partir de septembre 2013, des séances de travail ont lieu tous les mercredis après-midi dans une librairie militante de la ville. Un local situé à l’arrière de la librairie Ruptures est loué une demi-journée hebdomadaire pour que les membres des Refuseurs s’y retrouvent. Ils y traitent les affaires courantes relatives à leur magasin de vente de produits militants sur internet. Au cours de ces « permanences », ils confectionnent des colis, les envoient aux clients et commandent des marchandises auprès des fournisseurs. C’est aussi l’occasion de fumer une cigarette entre amis, de prendre des pauses collectives et de dîner ensemble après une après-midi de labeur. De temps en temps, une militante apporte un gâteau à partager.

La comparaison entre les séances auxquelles participe le leader (environ deux sur trois) et celles auxquelles il est absent révèle trois différences majeures relatives à la productivité, à l’accueil des nouveaux arrivants et au mode de répartition des tâches. En présence de Thierry, cinq militants parviennent en cinq heures à emballer et poster en moyenne quatre-vingt-dix colis. Dans une situation identique – cinq militants travaillant pendant cinq heures – mais où Thierry est absent, seuls quarante colis sont réalisés. Ce comptage – effectué à huit reprises – révèle que la présence de Thierry double la productivité des salariés. L’explication ne tient pas au fait que Thierry emballerait plus vite que les autres et augmenterait ainsi la production totale. Au contraire, il ne confectionne aucun colis, car il se consacre généralement à passer des appels téléphoniques ou à réaliser des interviews. Mais, en présence de celui qui les emploie, les autres militants prennent moins de pauses et intensifient leur rythme de travail.

De même, l’accueil de nouveaux arrivants s’opère différemment selon que Thierry est présent. Presque chaque semaine, un sympathisant se rend pour la première fois à la permanence du mercredi – après y avoir été convié lors d’une action à laquelle il a participé quelques jours plus tôt. Ce nouvel arrivant ne connaît donc pas grand monde et ne sait pas exactement qui sont les Refuseurs ni en quoi consiste cette permanence. Lorsqu’un sympathisant arrive à une séance à laquelle Thierry est absent, les membres du noyau s’arrêtent de travailler et consacrent environ trente minutes à discuter avec lui pour se présenter et lui expliquer ce qu’il en est de ces séances de travail. De manière symptomatique, lorsqu’un sympathisant arrive au cours d’une séance à laquelle Thierry participe, personne n’interrompt son activité. Thierry se charge seul de le recevoir, et lui consacre environ une dizaine de minutes. En présence du leader, l’accueil d’une nouvelle recrue est donc plus condensé.

La troisième différence notable concerne le mode de répartition des tâches. En janvier 2014, au cours d’une discussion informelle, Sophie (23 ans, étudiante en sciences sociales, qui participe à toutes les séances depuis début octobre 2013), me raconte : « Quand Thierry est là, il dit : "bon ben faut faire ça et ça". Puis il dit à chacun : "toi tu vas faire ci, toi tu vas faire ça". Alors que quand il n’est pas là ben on réfléchit tous ensemble à ce qu’il y a à faire et on se répartit les trucs entre nous ». Ce constat correspond à mes observations. Lorsque Thierry est présent, il identifie les tâches et les distribue à chacun. En son absence, personne n’occupe cette position dirigeante. Les militants livrés à eux-mêmes discutent afin de lister les tâches à accomplir et d’identifier ce à quoi chacun souhaite s’atteler. En l’absence du leader, la répartition s’opère de façon davantage égalitaire.

L’absence de Thierry correspond ainsi à des moments de sociabilité égalitaire. Chacun travaille à son rythme, les nouveaux arrivants sont accueillis avec plus de soin et la répartition des tâches se fait de manière collégiale. De façon symptomatique, l’extrait d’une conversation entre trois militants – tenue fin novembre 2013 lors d’une séance sans Thierry – mérite d’être cité *in extenso* :

« - Julie : C’est super. J’adore *quand Thierry n’est pas là, y’a du collectif qui se crée* ! En fait c’est dans son corps. Le problème c’est que quand il est là *il prend toute la place*.

- Moi : En fait pourquoi il n’est pas là aujourd’hui ?

- Christian : Il vient de partir dix jours en Afrique du Sud. C’est clair que, quand il vient au local, ça empêche le collectif. En ce moment on se retrouve même le mardi. On est ensemble, on discute, tu vois, *y’a un vrai collectif qui se crée en son absence* ».

 Un mois plus tard, en entretiens semi-directifs, je reviens sur cet échange avec Julie (26 ans, doctorante en sociologie) et Christian (22 ans, étudiant en arts). Chacun confirme le sens des propos qu’il a tenu ce jour-là. Il s’agissait de signaler qu’en imposant un « temps de l’urgence » (Julie) et une « logique d’efficacité » (Christian), la présence du leader crée des conditions défavorables au développement de liens interpersonnels. Son absence, au contraire, libère un espace propice à la cohésion intra-organisationnelle.

Sur le plan matériel, l’absence de Thierry modifie l’état des relations sociales internes à l’organisation. Celles-ci sont moins fragmentées, plus conviviales et plus denses. Nous avons vu précédemment que la domination du leader et la fragmentation du groupe dominé s’alimentent de façon circulaire. Lorsque Thierry part en congé personnel ou en séjour militant à l’étranger, le lieu du pouvoir est temporairement vide. Le groupe se prend alors en charge et, de groupe, il devient collectif. Ce devenir-collectif s’opère également au plan symbolique. Le passage *matériel* du groupe au collectif trouve son équivalent *symbolique* dans le passage de la représentation selon laquelle « sans Thierry, le collectif n’existerait pas » à la représentation selon laquelle « sans Thierry, il y a du collectif qui se crée ». Celui qui était perçu comme l’élément constitutif du collectif apparaît progressivement comme son principal obstacle.

Ce phénomène gagne à être rapproché de l’analyse que Pierre Clastres a fournie de l’impuissance du chef Guayaki : « *C’est à la condition d’être en quelque sorte immanente au groupe que pourra se déployer effectivement la fonction politique [du chef]*. Or celle-ci, dans les sociétés indiennes, se trouve exclue du groupe, et même exclusive de lui : c’est donc dans la relation négative entretenue avec le groupe que s’enracine l’impuissance de la fonction politique ; *le rejet de celle-ci à l’extérieur de la société est le moyen même de la réduire à l’impuissance*»[[39]](#footnote-39). Chez les Refuseurs, rejeter le chef hors du collectif équivaut à un acte d’affirmation dudit collectif. Le collectif commence à se concevoir en tant que tel à l’instant où il en exclut le leader. Cette exclusion symbolique affaiblit le pouvoir de Thierry. Le groupe n’est plus paralysé par l’absence du leader mais découvre au contraire qu’il dispose d’une capacité d’action qu’il peut exercer de manière autonome, en accueillant *à sa manière* les nouveaux arrivants, en travaillant *à son rythme* et non à celui qu’on lui impose, et en organisant *comme il le souhaite* la répartition des tâches. Le groupe qui *agit* n’est plus un groupe mais un collectif.

Du point de vue sociologique, cela ne signifie pas que les collectifs soient de même nature que les personnes. En effet, souligne Raymond Boudon, tout collectif est composite. Son hétérogénéité implique que ses différentes composantes ne se comportent pas comme un seul homme[[40]](#footnote-40). Il ne faut donc pas céder à la tentation anthropomorphiste consistant à en faire les sujets de verbes d’action et à parler d’eux « comme s’il s’agissait de totalités unifiées dotées de conscience et de volonté propres »[[41]](#footnote-41). Mais Luc Boltanski souligne, à l’encontre de l’individualisme méthodologique, que si on ne peut nier que les collectifs sont des fictions, on doit en revanche être attentif au fait que ces fictions sont loin d’être l’apanage des seuls sociologues. En les utilisant, ils ne font que reprendre, pour théoriser la société, un type de construction constamment mobilisé par les acteurs eux-mêmes au cours de leurs activités. On chercherait en vain une société dont les représentations et le langage seraient vierges de toute anthropomorphisation des collectifs. « Il s’ensuit qu’une sociologie qui se donne pour objet de modéliser la façon dont les acteurs sociaux fabriquent de la société peut bien considérer que les communautés (ou, en général, les collectifs) sont des fictions, mais à condition de reconnaître que ces fictions ont apparemment un caractère nécessaire et qu’elles doivent donc, au moins à ce titre, trouver une place dans la théorie sociologique »[[42]](#footnote-42).

Autant que les *moments* collectifs, l’obtention d’*espaces* collectifs contribue à résorber la fragmentation. Le premier de ces lieux de rencontre est le local inauguré lors de la soirée de mai 2013. Il s’agit d’une pièce de 25 mètres carrés située au dernier étage d’un grand squat artistique de la ville, nommé Magma. Mais cette soirée festive est la seule réunion des Refuseurs dans ce lieu, qu’ils abandonnent rapidement en raison de problèmes de cohabitation. Ils partagent en effet cet espace avec d’autres associations peu soucieuses de la propreté du local et du respect des horaires. Dès juin 2013, les Refuseurs quittent le Magma. En septembre suivant, ils emménagent à la librairie Ruptures. Pour un tarif mensuel de 200 euros, ils louent au propriétaire de cette librairie militante un espace de stockage de marchandises, ainsi que le droit d’utiliser deux salles durant une après-midi par semaine. C’est là que se tiennent les permanences du mercredi. En enracinant les militants dans un lieu physique, ce local leur confère un *chez-soi* partagé. Certains y viennent parce que cela fait partie du contrat salarial qui les lie aux Refuseurs. D’autres s’y rendent bénévolement.

L’espace collectif *matériel* du local est précédé par l’instauration d’un espace collectif *virtuel*, à savoir la mise en place d’une liste mail « noyau dur » en mai 2013. L’initiative vient d’une étudiante de 21 ans qui, dans le cadre de ses études en science politique, travaille en stage chez les Refuseurs en mai et juin 2013. Dotée d’un capital militant conséquent, elle s’étonne que les Refuseurs ne disposent d’aucun moyen de communication interne. Toutes les organisations dans lesquelles elle a préalablement milité avaient mis en place une liste mail grâce à laquelle chaque adhérent pouvait contacter les autres. Trois jours après son arrivée au sein du groupe, elle propose de mettre en place une liste mail. La proposition est acceptée et le webmaster se charge de la mettre en œuvre. Une semaine plus tard, les vingt militants les plus impliqués disposent tous d’une adresse électronique sur le format « prénom@refuseurs.com ». En envoyant un courrier électronique à l’adresse « noyau@refuseurs.com », leur message est automatiquement transmis à l’ensemble des membres du groupe. Chaque envoi s’affiche avec le sigle « [noyau] » inscrit en objet (c’est-à-dire en titre) du mail. Cette liste, créée deux semaines avant l’inauguration du local au Magma, constitue un pas important dans le passage du groupe au collectif. Elle permet à chaque membre de noyau dur de contacter directementtous les autres. Rappelons qu’avant la création de cet *espace collectif virtuel*, les militants communiquaient en passant par l’intermédiaire de Thierry. La liste mail fait disparaître ce filtre.

Parler du « noyau » – « le noyau s’est réuni », « le noyau a décidé que… », « tout le noyau était là » – permet aux militants de se distinguer de deux autres entités sociales. Le « noyau » ne désigne ni Thierry ni l’ensemble des individus ayant fréquenté les Refuseurs. Il a une délimitation précise qui est plus large que la seule personne du leader mais plus étroite que le cercle des sympathisants. Le noyau englobe la vingtaine de militants qui se consacrent depuis plusieurs mois et plus de dix heures par semaine aux Refuseurs. Ses membres sont inscrits sur la liste mail. Le signifiant « noyau » confère une identité commune à ces individus. Il les dote d’une réalité symbolique qu’ils mobilisent désormais régulièrement dans leur discours (« j’appartiens au noyau »). Cette réalité symbolique a des effets concrets importants. Lorsqu’en décembre 2013 se tient la première réunion des Refuseurs, elle est convoquée sous le nom de « réunion du noyau ». Sont donc invités à y participer tous ceux, et seulement ceux, qui appartiennent au noyau. La frontière symbolique se traduit en pratique sous forme de frontière matérielle, qui sépare ceux qui sont invités à la réunion de ceux qui ne le sont pas. Plus encore, au cours de cette réunion, les militants formulent une critique en ces termes : « c’est au noyau qu’il revient de décider des actions menées, du contenu publié sur le site internet et de l’utilisation des ressources économiques ». L’identité collective constitue ainsi un point d’appui pour résister à la domination du leader, car c’est au nom du noyau que le monopole décisionnel de Thierry est remis en question.

**3. En guise de conclusion : le potentiel subversif du collectif.**

 Le groupe s’est transformé en collectif sous l’effet de trois principaux facteurs : acquisition de moments collectifs (permanences du mercredi et séjours dans le sud de la France), d’espaces collectifs (local et liste mails) et d’une identité collective (le noyau dur). L’attention portée aux dimensions spatio-temporelles de l’organisation militante montre que si cette organisation peut être qualifiée de collective, c’est à condition de concevoir le collectif comme un processus en devenir et non un état spontané et immuable. Un mouvement social suppose par définition un minimum d’unité, mais cette unité varie selon différents degrés. A ce titre, un groupe fragmenté dont le liant tient à la présence d’un leader fonctionne différemment d’un collectif unifié au sein duquel se déploie une réelle sociabilité militante.

 En l’espèce, le devenir-collectif des Refuseurs est concomitant d’un devenir-égalitaire. Autrement dit, l’homogénéisation du groupe se renforce en affaiblissant la domination du leader. Alors que le groupe existe *par* le leader, le collectif se vit *contre* le leader. Le passage du groupe au collectif modifie le rapport de forces. Le pouvoir du leader est contesté et des voix s’élèvent afin de revendiquer une répartition plus égalitaire des pouvoirs. La concomitance du devenir-collectif et du devenir-égalitaire invite à formuler l’hypothèse d’un *potentiel subversif du collectif*. Selon Luc Boltanski, le travail de la critique vise à résorber la fragmentation des dominés et à faire advenir un « état collectif » [[43]](#footnote-43). Le cas des Refuseurs suggère que le rapport entre critique et collectif fonctionne également dans l’autre sens : la constitution du collectif facilite la résistance des dominés et fragilise les rapports de pouvoir.

1. Neveu (E.), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 6. [↑](#footnote-ref-1)
2. Fillieule (O.), Péchu (C.), *Lutter ensemble. Les théories de l’action collective*, Paris, L’Harmattant, 1993, p. 9. [↑](#footnote-ref-2)
3. Tilly (C.), Tarrow (S.), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 27. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ion (J.) *et al.*, *Militer aujourd’hui*, Paris, Autrement, 2005, p. 48. [↑](#footnote-ref-4)
5. Gamson (W.), *The Strategy of Social Protest*, Belmont, Wadsworth, 1990 [1975], Giugni (M.), « Was it Worth the Effort ? The Outcomes and Consequences of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, 24, 1998, pp. 371-393. [↑](#footnote-ref-5)
6. Kitschelt (H.), « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16, 1986, pp. 57-85. [↑](#footnote-ref-6)
7. Taylor (V.), « Social Movement Continuity : The Women’s Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54(5), 1989, pp. 761-775. [↑](#footnote-ref-7)
8. Olson (M.), *Logique de l’action collective*, Paris, PUF, 1978. [↑](#footnote-ref-8)
9. Dupuis-Déri (F.), « Anarchism and the Politics of Affinity Groups », *Anarchist Studies*, 18(1), 2010, pp. 40-61. [↑](#footnote-ref-9)
10. Durand (C.), « Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l’émancipation », *Mouvements*, 42, 2005, pp. 103-114. [↑](#footnote-ref-10)
11. Lamireau (C.), « "Haro sur l'afﬁchage !" Agir par écrit contre la publicité dans l'espace public parisien », *Quaderni*, n°72, 2010, pp. 19-30. [↑](#footnote-ref-11)
12. Tenenbaum (N.), « Désobéissance civile et recompositions des pratiques contestataires dans le mouvement altermondialiste en France », in Hiez (D.), Villalba (B.), dir., *La désobéissance civile. Approches politique et juridique*, Villeneuve d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, pp. 157-173. [↑](#footnote-ref-12)
13. Bourdieu (P.), « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, pp. 49-55. [↑](#footnote-ref-13)
14. Boltanski (L.), « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 51, 1984, pp. 3-40. [↑](#footnote-ref-14)
15. Mathieu (L.), *L’espace des mouvements sociaux*, Broissieux, Croquant, 2012, p. 60. [↑](#footnote-ref-15)
16. Les noms du groupe et de ses membres ont été anonymisés. [↑](#footnote-ref-16)
17. Combes (H.) *et al.*, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, 93, 2011, pp. 21-24. [↑](#footnote-ref-17)
18. Becker (H.), *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002, p. 103. [↑](#footnote-ref-18)
19. Hmed (C.), « Des mouvements sociaux “sur une tête d’épingle” ? Le rôle de l’espace physique dans le processus contestataire à partir de l’exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 84, 2008, pp. 145-165. *Cf.* également Bonny (Y.) *et al.*, *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012. [↑](#footnote-ref-19)
20. Combes, *art. cit.*, p. 23. [↑](#footnote-ref-20)
21. Pingaud (E.), « Les temporalités de la lutte. Evénement, urgence et changements de rythme dans une mobilisation locale pour la Palestine », *Politix*, 106, 2014, pp. 211-231. [↑](#footnote-ref-21)
22. McAdam (D.), « Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92, 1986, pp. 64-90. [↑](#footnote-ref-22)
23. La notion de cohésion sociale est employée pour la première fois par Durkheim dans *De la division du travail social* (1893). Jaques Sémelin note que, lorsque des actions illégales ou clandestines sont menées à plusieurs, « d’une part, la peur est partagée et, d’autre part, l’appartenance au groupe engendre normalement un sentiment de solidarité parmi ses membres » (Sémelin (J.), *Sans armes face à Hitler*, Paris, Payot, 1989, p. 94). [↑](#footnote-ref-23)
24. Mischi (J.), « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 63, 2003, pp. 91-119. [↑](#footnote-ref-24)
25. Duriez (B.) et Sawicki (F.), « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, 63, 2003, pp. 17-51. [↑](#footnote-ref-25)
26. Gaxie (D.), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, vol. 27, 1977, pp. 123-154. [↑](#footnote-ref-26)
27. Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2012, p. 72. [↑](#footnote-ref-27)
28. Au cours d’une conversation informelle, Thierry me dit : « Il va falloir que je trouve un comptable. Mais je ne veux pas un bénévole, parce qu’il peut partir quand il veut. Il faut que je salarie quelqu’un pour ça ». [↑](#footnote-ref-28)
29. Oberschall (A.), *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973. [↑](#footnote-ref-29)
30. Tilly (C.), *From Mobilization to Revolution*, Addisson-Wesley, Reading, 1976. [↑](#footnote-ref-30)
31. Gould (R.), « Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, 56, 1991, pp. 716-729. [↑](#footnote-ref-31)
32. Renou (G.), « Sociabilité(s) », dans Fillieule (O.) *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 508. [↑](#footnote-ref-32)
33. Gramsci (A.), *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996. [↑](#footnote-ref-33)
34. Kergoat (D.), *Se battre, disent-elles…*, pp. 242-244. [↑](#footnote-ref-34)
35. Alors que Gramsci et Kergoat distinguent le groupe du collectif, Danny Trom opère une dissociation entre le pluriel et le collectif (Trom (D.), « Grammaire de la mobilisation et vocabulaire de motifs », in Cefaï (D.), Trom (D.), dir., *Les formes de l’action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l’EHESS, 2001, p. 107). [↑](#footnote-ref-35)
36. Boltanski (L.), *De la critique. Précis de sociologie de l’émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, p. 63. [↑](#footnote-ref-36)
37. Renou (G.), *op. cit.*, p. 505. [↑](#footnote-ref-37)
38. Simmel (G.), *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 2000, p. 48. [↑](#footnote-ref-38)
39. Clastres (P.), *La société contre l’Etat*, Paris, Minuit, 1974, p. 38. Je mets en italique. [↑](#footnote-ref-39)
40. Boudon (R.), « Préface » à Olson (M.), *Logique de l’action collective*, *op. cit.*, p. 7. [↑](#footnote-ref-40)
41. Mathieu (L.), *L’espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, pp. 59-60. [↑](#footnote-ref-41)
42. Boltanski (L.), *De la critique*, *op. cit.*, p. 65. [↑](#footnote-ref-42)
43. Boltanski (L.), *De la critique*, *op. cit.*, p. 74. [↑](#footnote-ref-43)